

Huitième Année. — N° 82.

Prix du numéro 10 centimes.

Jeudi 11 Octobre 1894.

Bureaux: Rue de la Serre, 27.



## ABONNEMENTS

Un an: Six mois:  
Suisse . . . . Fr. 6.— Fr. 3.—  
Union postale » 12.— » 6.—

On s'abonne à tous les bureaux de poste.

Paraissant le Jeudi et le Dimanche à la Chaux-de-Fonds.

## ANNONCES

Provenant de la Suisse 20 ct. la ligne  
» de l'étranger 25 » »  
Minimum d'une annonce 50 cent.  
Les annonces se paient d'avance.

Organe de la Société intercantonale des Industrie du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats professionnels.

### Loi allemande pour la protection des marques de marchandises. (\*)

Les *dispositions essentielles* de cette loi qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre de cette année sont les suivantes:

1. Quiconque voudra faire usage, dans son exploitation commerciale, d'une marque de marchandises, pour distinguer ses marchandises de celles des autres, pourra la déclarer à l'enregistrement dans le rôle des marques.

2. La déclaration d'une marque de marchandises devra se faire par écrit au bureau des brevets. Toute déclaration devra être accompagnée de l'indication de l'entreprise pour laquelle la marque doit être employée, d'une spécification de marchandises auxquelles elle est destinée, ainsi que d'une représentation distincte et, en tant que de besoin, d'une description de la marque.

Pour chaque marque il y aura à acquitter, lors de la déclaration, une taxe de *30 marcs*, et à chaque renouvellement de la déclaration, une taxe de *10 marcs*. Si la première déclaration n'aboutit pas à l'enregistrement, il sera restitué vingt marcs de la taxe payée.

3. Le rôle des marques indiquera:

1<sup>o</sup> La date où la déclaration a été reçue;  
2<sup>o</sup> Les mentions devant être jointes à la déclaration aux termes du § 2, alinéa 1, de la présente loi;

3<sup>o</sup> Le nom et le domicile du titulaire de la marque et, le cas échéant, de son mandataire, ainsi que les modifications survenues dans la personne, dans le nom ou dans le domicile du titulaire de la marque ou de son mandataire;

4<sup>o</sup> La date du renouvellement de la déclaration;

5<sup>o</sup> La date de la radiation de la marque.

4. L'enregistrement dans le rôle des marques devra être refusé pour les marques libres (*Freizeichen*), ainsi que pour les marques de marchandises:

1<sup>o</sup> Qui consisteront exclusivement en chiffres ou en lettres, ou encore en mots contenant des indications concernant le mode, l'époque ou le lieu de la fabrication; ou la

qualité (*Beschaffenheit*); ou la destination; ou enfin le prix, la quantité, le poids de la marchandise;

2<sup>o</sup> Qui contiendront les armoiries d'Etats nationaux ou étrangers, ou celles d'une localité, d'un commune ou d'une union communale plus étendue (*eines inländischen Gemeinde oder weiteren Kommunalverbandes*), situées dans le pays;

3<sup>o</sup> Qui contiendront des représentations scandaleuses ou des indications ne correspondant évidemment pas aux circonstances réelles, et risquant d'induire en erreur.

8. S'il s'agit d'une radiation non demandée par le titulaire, le bureau devra en aviser préalablement ce dernier. S'il ne réplique pas dans le mois qui suit la signification, la marque sera radiée. S'il réplique, le bureau des brevets décidera.

9. Un tiers pourra demander la radiation d'une marque de marchandises:

1<sup>o</sup> Si, en vertu d'une déclaration antérieure, la marque a été enregistrée en son nom dans le rôle des marques ou dans les registres des marques tenus conformément à la loi du 30 novembre 1874 sur la protection des marques;

2<sup>o</sup> Si l'entreprise à laquelle appartient la marque n'est pas continuée par le titulaire indiqué dans le registre;

3<sup>o</sup> S'il existe des faits établissant que le contenu de la marque de marchandises ne correspond pas aux circonstances réelles, et risque d'induire en erreur. La demande en radiation devra se faire au moyen d'une action judiciaire.

Si avant ou après le commencement de l'action, la marque de marchandises a été transmise à un tiers, la décision qui interviendra en cette affaire sera aussi effective et exécutoire à l'égard de l'ayant cause.

12. L'enregistrement d'une marque de marchandises a pour effet de conférer au titulaire indiqué dans le registre le droit exclusif d'apposer la marque sur les marchandises de l'espèce déclarée, ou sur leur emballage ou enveloppe; de mettre en circulation les marchandises ainsi marquées; et d'apposer la marque sur des annonces, prix-courants, lettres d'affaires, réclames, factures ou autres objets analogues.

13. L'enregistrement d'une marque de marchandises n'empêchera personne d'apposer, même en une forme abrégée, sur des

marchandises, ou sur leur emballage ou leur enveloppe, son nom, sa raison de commerce ou l'indication de son domicile, non plus que des indications concernant le mode, l'époque et le lieu de la fabrication; ou la qualité; ou la destination, ou le prix, la quantité ou le poids des marchandises, ni de faire usage d'indications semblables dans le commerce.

14. Quiconque, sciemment ou par faute grave, aura illégalement muni des marchandises ou leur emballage ou enveloppe, ou des annonces, prix-courants, lettres d'affaires, réclames, factures ou autres objets analogues, du nom ou de la raison de commerce d'un autre ou d'une marque protégée en vertu de la présente loi, ou aura mis en circulation ou offert en vente de telles marchandises illégalement marquées, sera tenu d'indemniser la partie lésée.

S'il a commis cet acte sciemment, il sera en outre puni d'une amende de cent cinquante à cinq mille mares, ou d'emprisonnement jusqu'à six mois. La poursuite pénale n'aura lieu que sur plainte. Il sera loisible au plaignant de retirer sa plainte.

15. Quiconque, dans le but de tromper dans le commerce, aura, sans autorisation, donné à des marchandises, ou à leur emballage ou à leur enveloppe, ou à des annonces, prix-courants, lettres d'affaires, réclames, factures, ou autres objets analogues, une disposition (*Ausstattung*) considérée dans les cercles commerciaux intéressés comme le signe distinctif des marchandises analogues d'un autre, ou quiconque dans le même but, aura mis en circulation ou offert en vente des marchandises ainsi marquées, sera tenu d'indemniser la partie lésée, et puni d'une amende de cent à trois mille mares ou d'emprisonnement jusqu'à trois mois. La poursuite pénale n'aura lieu que sur plainte. Il sera loisible au plaignant de retirer sa plainte.

16. Quiconque aura faussement muni des marchandises ou leur emballage ou enveloppe, ou des annonces, prix-courants, lettres d'affaires, réclames, factures ou autres objets analogues, des armoiries d'un Etat, ou du nom ou des armoiries d'une localité, d'une commune ou d'une union communale plus étendue, dans le but d'induire en erreur sur la qualité et la valeur des marchandises, ou quiconque dans le même but, aura mis en circulation ou offert en vente des marchandises ainsi marquées sera puni d'une amende de cent cinquante à cinq mille mares ou d'emprisonnement jusqu'à six mois.

(\*) Le terme marque « de marchandises » est la traduction du mot *Warenzeichen* qui a remplacé celui de *Fabrik und Handelsmarke*, employé dans l'ancienne loi du 30 novembre 1874 sur la protection des marques.

L'emploi de noms qui, d'après les usages commerciaux, servent à désigner certaines marchandises sans indiquer leur origine, ne tombe pas sous le coup de la présente disposition.

17. Les marchandises étrangères munies illégalement d'une raison de commerce et d'un nom de lieu allemands, ou d'une marque de marchandises enregistrée dans le rôle des marques, seront, à la demande de la partie lésée et moyennant caution, saisies et confisquées au moment de leur entrée en Allemagne à l'importation ou en transit. La saisie sera effectuée par les autorités douanières et fiscales: la confiscation sera prononcée par décision pénale de l'autorité administrative (§ 459 du code de procédure pénale).

18. Au lieu des indemnités civiles prévues par la présente loi, il pourra, à la demande de la partie lésée et à son profit, être prononcé en sus de la peine, une amende-réparation (Busse) allant jusqu'à dix mille mares.

20. L'application des dispositions de la présente loi ne sera pas exclue par les modifications pouvant être apportées dans la reproduction des noms, des raisons de commerce, des marques, des armoiries et de tous autres signes distinctifs de marchandises appartenant à des tiers, si, malgré ces modifications, il risque de se produire des confusions dans le commerce.

22. Lorsque les marchandises allemandes introduites à l'étranger à l'importation ou en transit seront soumises à l'obligation de porter une mention faisant reconnaître leur origine allemande, ou lorsqu'elles seront traitées en douane d'une manière moins favorable que celles d'autres pays en ce qui concerne les marques apposées sur les marchandises, le Conseil fédéral sera en droit d'imposer une charge correspondante aux marchandises étrangères importées en Allemagne ou qui y entreront en transit, et il pourra ordonner la saisie et la confiscation des marchandises en cas de contravention.

23. Celui qui ne possède pas d'établissement en Allemagne ne pourra invoquer la protection accordée en vertu de la présente loi que s'il est établi que l'Etat où est situé son établissement accorde aux marques de marchandises allemandes la même protection légale qu'aux marques indigènes.

La protection d'une marque de marchandises et le droit résultant de l'enregistrement ne pourront être revendiqués que par l'entremise d'un mandataire domicilié dans le pays.

Quiconque opérera la déclaration d'une marque étrangère devra établir en même temps qu'il a demandé et obtenu pour cette marque la protection légale dans l'Etat où est situé son établissement. A moins de dispositions contraires contenues dans les conventions internationales, l'enregistrement ne pourra avoir lieu que si la marque satisfait aux exigences de la présente loi.

24. Les dispositions de la loi du 30 novembre 1874 sur la protection des marques continueront à être applicables, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1898, aux marques de marchandises inscrites dans les registres des marques conformément à la susdite loi. Ces marques pourront en tout temps, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1898, être déclarées, en vue de l'enregistrement dans le rôle des marques, de la manière prévue par la présente loi, et seront dès lors soumises aux dispositions de cette dernière. L'enregistrement ne pourra être refusé en ce qui concerne les marques inscrites dans les registres des marques en vertu d'un droit anciennement acquis conformément à une disposition légale particulière à l'un des pays de l'Empire. L'enregistrement aura lieu sans frais, sous la date de la déclaration primitive. Il devra être produit, à l'égard du contenu de l'enregistrement primitif, un certificat éma-

nant de l'autorité précédemment préposée à l'enregistrement.

L'office impérial des brevets a édicté des prescriptions spéciales sur les formalités à observer (forme et contenu de la demande, cliché, etc.) pour la déclaration d'une marque de marchandises destinée à l'enregistrement.

Une question se pose tout naturellement. La loi allemande permet-elle l'emploi, assez généralement répandu, d'appellations comme celle-ci, par exemple: genre ou système Glashütte?

Il convient de rappeler, à ce propos, les principes généraux que l'on peut invoquer en matière de protection.

1. Un nom de personne peut constituer une marque à lui seul, si la raison de commerce du déposant est uniquement constituée par ce nom.

2. Un nom de personne peut faire partie intégrante d'une marque figurative — constituée essentiellement par un ou des dessins — ou d'une marque écrite — constituée exclusivement par des lettres ou mots. — Il serait alors protégé dans une mesure que les tribunaux seuls pourraient délimiter.

3. Un nom de personne combiné avec la désignation d'un produit, peut enfin avoir, par l'usage, perdu son caractère individuel, pour revêtir celui d'une *dénomination générique*; ainsi: encliquetage Breguet, montre Lépine, ressort Philippe. Dans de tels cas, il n'y a plus de protection à réclamer.

Prenons des cas concrets.

Le nom Glashütte constitue une désignation de provenance dont l'usage n'est pas permis aux industriels qui ont leur domicile en dehors de ce lieu, à moins que ce nom géographique ne soit devenu générique, comme: eau de Cologne, bleu de Prusse, cuir de Russie. Dans ce cas, il n'y aurait pas de protection à réclamer.

Même chez nous, on n'est pas absolument fixé sur le point de savoir si, en dehors des maisons propriétaires du nom Roskopf, — pour prendre un exemple — d'autres maisons produisant des montres du même genre, ont ou non le droit d'employer les désignations genre Roskopf ou système Roskopf.

La promulgation de la loi allemande ayant attiré l'attention sur certains cas du genre de ceux que nous signalons, il nous a paru utile de donner à nos lecteurs, les quelques indications qui précèdent.

Rappelons que d'après le deuxième alinéa de l'article 16 de la loi allemande, «l'emploi de noms qui, d'après les usages commerciaux, servent à désigner certaines marchandises sans indiquer leur origine, ne tombe pas sous le coup de la loi.»

Comme dit plus haut, c'est aux tribunaux qu'il appartiendra de se prononcer.

## Un homme néfaste.

La *Lanterne*, sous ce titre, publie les lignes suivantes:

M. Méline doit être content: la ruine amenée par les funestes tarifs qu'il a imposés au pays, s'accroît de plus en plus.

L'administration des finances vient de publier les rendements des impôts et revenus indirects ainsi que des monopoles de l'Etat pendant le mois de septembre 1894:

Les résultats accusent une moins-value de 9,708,000 fr. par rapport aux évaluations budgétaires et une diminution de 9,055,600 fr. par rapport à la période correspondante de 1893.

Chaque mois ces déficits se produisent, depuis deux ans déjà que la France industrielle et commerciale subit le régime Méline.

La perte éprouvée se monte déjà à des centaines de millions. Elle atteindra bientôt le milliard.

Voilà ce que le pays doit à M. Méline et à la Chambre inconsciente qui s'est mise à sa remorque.

## Fédération des Associations Commerciales et Industrielles de Belgique

Dans la séance qu'il a tenue à Anvers, le 16 septembre, le Comité a adopté à l'unanimité la proposition suivante:

«La campagne protectionniste engagée actuellement doit être condamnée par tous ceux qui veulent le progrès du travail national, l'amélioration de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.»

«La Fédération des Associations Commerciales, Industrielles, Agricoles de Belgique, condamnant le protectionnisme qui autrefois a conduit le pays à la misère, a décidé que, tout en s'abstenant dans les questions concernant la politique des partis, elle croit devoir émettre le vœu de voir combattre toutes les candidatures dont le succès pourrait faciliter la réussite de la campagne protectionniste.»

Le Comité a chargé son bureau de la rédaction d'un manifeste destiné à être distribué aux électeurs, dans le but de combattre le mouvement protectionniste. Des exemplaires de ce manifeste seront mis à la disposition des personnes qui voudraient appuyer la propagande de la Fédération.

Le Comité a, en outre, décidé de rappeler au Gouvernement le vœu émis par la Fédération et appuyé par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, de voir compléter l'enseignement de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et d'organiser l'enseignement des sciences commerciales dans tout le pays.

## Brevets d'invention

Horlogerie et Bijouterie

LISTE DES BREVETS ENREGISTRÉS

Enregistrements

Cl. 64, n° 8514. 13 juin 1894 10 1/4 h. a. — Mécanisme spécial pour aiguille sauteuse. — *Perret-Gentil, Alcide*, Chaux-de-Fonds (Suisse).

Cl. 64, n° 8515. 3 juillet 1894. 12 h. m. — Nouvelle montre à plusieurs cadrans. — *Huguenin, Paul*, fabricant d'horlogerie, Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataires: Houriet, R. et Jacottet H<sup>rs</sup>, Chaux-de-Fonds.

Cl. 64, n° 8527. 1<sup>er</sup> mai 1894, 11 h. a. — Platine pour montres répétitions avec ou sans complications. — *Jacot-Houriet, Jules*, 306 rue du Collège, Locle (Suisse).



Cl. 64, n° 8553. 8 juin 1894, 7 h. p. — Nouveau système de montre à répétition. — *Kuhn & Tièche*, fabricants d'horlogerie, Reconvillier (Suisse). Mandataire: Imer-Schneider, E., Genève.

Cl. 64, n° 8555. 9 juin 1894, 6 <sup>3</sup>/<sub>4</sub> h. p. — Montre perfectionnée — *Bourquin fils*, Charles, horloger. Cormondrèche près Neuchâtel (Suisse). Mandataire: Imer-Schneider, E., Genève.

Cl. 84, n° 8568. 22 juin 1894, 4 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> h. p. — Dispositif d'avancement automatique des outils à percer. — *Bourcart, Paul*, ingénieur, Guebwiller (Alsace, Allemagne). Mandataire: Cherbuliez A.-M., Genève.

#### Modifications

Cl. 64, n° 7832 30 décembre 1893, 6 h. p. — Montre à sonnerie ou répétition à carillon. *Brandt & frère, Louis*, fabricants d'horlogerie, Bienne (Suisse). Mandataire: Imer-Schneider, E., Genève. Cession du 17 août 1894, en faveur de « Golay, David », fabricant d'horlogerie, au Sentier (Vallée de Joux (Suisse). Mandataire: Imer-Schneider, E., Genève; enregistrement du 19 septembre 1894.

#### Radiations.

Cl. 64, n° 2262. Quantième à guichet pour montres et pendules.

Cl. 64, n° 2278. Mécanisme de mise à l'heure perfectionné pour savonnettes.

Cl. 64, n° 3990. Nouveau système de régulateur pour échappements.

Cl. 64, n° 5171. Mécanisme de mise à l'heure par le pendant pour les remontoirs à bascule.

Cl. 64, n° 5193. Mécanisme de mise à l'heure.

Cl. 64, n° 6584. Montre de poche simplifiée.

Kl. 64, Nr. 6887. Anordnung für Verbindung des Bügels mit dem Pendant an Taschenuhren.

Cl. 65, n° 5172. Pendule annuelle.

Cl. 65, n° 5257. Support fixe perfectionné pour creuser sur le tour des trous ou des noyures ajustés mécaniquement à des diamètres variables, spécialement applicable aux travaux d'horlogerie.

Cl. 100, n° 4230. Appareil destiné à l'éclairage électrique des cadrans horaires des montres, pendules, etc.

#### LISTE DES DESSINS ET MODÈLES

##### Enregistrements.

N° 1121. 25 septembre 1894, 11 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> a. — Ouvert. — 1 modèle. — Boîtes de montres. — *Société d'horlogerie de Bassecourt*. Bassecourt (Suisse).

N° 1124. 28 septembre 1894, 10 <sup>3</sup>/<sub>4</sub> h. a. — Ouvert. — 31 modèles. — Plaques émaillées pour fonds de boîtes de montres et bijouterie. — *Wyss fils, Voe J.*, Chaux-de-Fonds (Suisse).

##### Prolongations.

N° 424. 8 septembre 1892, 7 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> h. p. — (II<sup>e</sup> Période 1894/97). — 1 modèle. — Calibre de montre. — *Ræmer-Ritter, Veuve W.*, Bienne. Mandataire: Furrer Gottf., Bienne; enregistrement du 27 septembre 1894.

N° 430. 6 octobre 1892, 8 h. a. — (II<sup>e</sup> Période 1894/97). — 7 modèles sur 11. — Cadrans et plaques émaillées pour cadrans. *Wyss, fils, Veuve J.*, Chaux-de-Fonds (Suisse). enregistrement du 29 septembre 1894.

#### Radiations.

N° 408. 21 juillet 1892, 2 h. p. — 1 modèle. — Mouvement de montre. — *Aeby, Belle-not & C<sup>ie</sup>*, Bienne (Suisse). — Mandataire: Furrer, Gottf., Bienne; éteint le 21 juillet 1894.

N° 409. 28 juillet 1892, 8 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> h. a. — 2 modèles. — Aiguilles de montres. — *Schmid & C<sup>ie</sup>, Veuve, Chs-Léon*, Chaux-de-Fonds (Suisse); éteint le 28 juillet 1894.

#### Nouvelles diverses

L'influence de la diminution de la protection sur les industries est la même aux Etats-Unis que partout. On applique son argent en amélioration des procédés et de l'outillage des fabriques et des usines au lieu de corrompre les électeurs et les législateurs. On s'en tient à des spécialités sur lesquelles on peut battre les anglais.

#### Procédés industriels

**Durcissement artificiel du plâtre.** — Le procédé de la Société gypsindustrie consiste à appliquer au pinceau sur le plâtre, une solution de triborate d'ammoniaque ou à gâcher le plâtre cuit avec cette solution qui est obtenue en faisant dissoudre de l'acide borique dans l'eau et en y ajoutant de l'ammoniaque dans la proportion que la formule chimique indique.

Au bout de deux jours de pose, le plâtre ainsi fabriqué est dur comme de la pierre et l'eau n'a plus aucune action sur lui.

#### Cote de l'argent

du 10 Octobre 1894

Argent fin en grenailles . . fr. 411.50 le kilo.

Fabrique de Montres

# JEANNERET FRÈRES, ST-IMIER

Calibres spéciaux

Spécialité **La Montre ancre**, marque „Colombe“, Remontoirs 17 à 21 lignes  
appréciée par sa **bonne qualité** et son **excellent réglage**.

2805



## Un Chef d'atelier

pour les ébauches est demandé de suite.

Adresser les offres au bureau du journal sous chiffres A. B. 2826

## Montres 18 lig. métal.

Les fabricants qui font la montre métal acier 18 lignes cyl. rem. bascule, trouveraient de sérieux avantages en donnant leur adresse au bureau du journal sous chiffre A. B. C. 125. 2827

## Attention

Pour l'installation d'une fabrique d'horlogerie, les mécaniciens pouvant se charger de la fourniture des diverses machines, servant à la fabrication de la montre, soit pour les ébauches, tours à guilocher et tours pour monteuses de boîtes etc. etc., sont priés d'envoyer leurs prix-courants avec croquis si possible aux initiales **H. P. Case 431** Poste Chaux-de-Fonds qui renseignera. (H. 5643 C.) 2819

## Ecole d'horlogerie de Porrentruy

La Commission de l'Ecole d'horlogerie de Porrentruy met au concours la place de Directeur de l'Ecole.

**Obligations:** Direction générale de l'Ecole, quelques cours théoriques et l'enseignement technique (H 5652 C.)

**Traitement:** Fr. 3000 à 3500 par an. Ce traitement pourra s'augmenter en proportion du développement de l'établissement. Se faire inscrire jusqu'au 25 octobre 1894, chez M. Alex. Favrot, vice-président à Porrentruy qui fournira de plus amples détails. 2818

## Attention!

Deux horlogers expérimentés, habitant Morteau, demandent à entrer en relations avec une maison d'horlogerie sérieuse pour la terminaison de montres simples et compliquées.

Adresser les off. sous init. G. H. au bureau. 2813



## FINISSAGES

Technicien-praticien, capable d'installer avec les plus récents perfectionnements, fabrique de finissage petites pièces courantes est demandé.

Offres sous (J 5650 C) à l'agence **Haasenstein & Vogler**, 2820 Chaux-de-Fonds.

## Un bon Horloger

depuis 20 ans dans la fabrication connaissant une nombreuse clientèle cherche un associé pouvant s'occuper de la partie commerciale. 2807

Offres sous chiffres **D. N.** Journal de la **Fédération horlogère**.

## Achat au comptant

de montres argent et métal, genres anglais. 2810

**Fritz Kundert**, 73 Hall Road, Handsworth, Birmingham.

## Une fabrique cherche un Employé

connaissant les réglages et les chronographes. Adresser offres sous chiffre (X5444J) à l'agence **Haasenstein & Vogler, St-Imier**. 2815

Quel fabricant fournit une **bonne montre argent** galonné, remontoir <sup>18</sup>/<sub>1</sub>, à **65 fr. le carton?**

Offres sous chiffres A. Z. à l'Administration du journal. 2816

# Comptoir général des Ebauches

===== Société anonyme, au capital de 1,200,000 francs =====

Fondé le 1<sup>er</sup> mars 1894

☞ **Siège de la Société et du Comptoir général de vente** ☞  
**LA CHAUX-DE-FONDS**

14, RUE LÉOPOLD ROBERT, 14

2599

## DÉPÔTS à

Bienne - Tramelan - Porrentruy - Montbéliard - Morteau

### Liste des Fabriques d'ébauches et finissages

#### formant la Société anonyme du Comptoir général des Ebauches :

- |   |  |
|---|--|
| 1. A. Blanchard, <i>Malleray</i> .          | 12. Manzoni fils & C <sup>ie</sup> , <i>Arogno</i> .             |
| 2. Bon & C <sup>ie</sup> , <i>Moutier</i> . | 13. E. Manche & C <sup>ie</sup> , <i>Loveresse</i> .             |
| 3. Buèche & Boillat, <i>Reconvillier</i> .  | 14. P. Obrecht & C <sup>ie</sup> , <i>Granges</i> .              |
| 4. Charles Emonot, <i>Sorvilier</i> .       | 15. Parrenin & Marguet, <i>Villers-le-Lac</i> .                  |
| 5. Fabrique d'Ebauches, <i>Sonceboz</i> .   | 16. Société coopérative d'horlogerie, <i>Pentlenet</i> .         |
| 6. Flury Frères, <i>Bienne</i> .            | 17. Société d'horlogerie, <i>Langendorf</i> .                    |
| 7. Frêne & Garraux, <i>Reconvillier</i> .   | 18. Société industrielle, <i>Moutier</i> .                       |
| 8. Juillard frères, <i>Cortébert</i> .      | 19. A. Schläfli, <i>Selzach</i> .                                |
| 9. Kocher, Hänni & Künzli, <i>Court</i> .   | 20. Jean Schwarzentrub, <i>Granges</i> .                         |
| 10. Kuhn & Tièche, <i>Reconvillier</i> .    | 21. L.-P. Japy & C <sup>ie</sup> , Berne par <i>Seloncourt</i> . |
| 11. Ed. Kummer, <i>Bettlach</i> .           | 22. Simon Burger & Gressot, <i>Porrentruy</i> .                  |

Le comptoir fournira, aux acheteurs d'ébauches et finissages, les produits de leur choix, soit les produits des fabriques qu'ils entendent spécialement utiliser. Il ne sera introduit d'autre changement dans les relations telles qu'elles étaient antérieurement pratiquées, que celui résultant de la réception et de l'exécution de tous les ordres des clients par l'entremise du Comptoir central ou de ses dépôts et des règlements de compte qui seront effectués de même aux dits organes.

Le Comptoir est donc substitué aux fabriques dans tous les cas où il s'agit de leurs relations commerciales avec les tiers.

Ceux-ci trouvent dans la nouvelle organisation un avantage marqué, puisque le Comptoir pourra livrer tous les genres quelconques et dans les meilleures qualités, et qu'ils n'auront plus ainsi, qu'un seul fournisseur et un seul correspondant.

Les ébauches et finissages sont toujours facturés aux prix et conditions du tarif en vigueur.

Toutes modifications aux prix du tarif et aux conditions de paiement, sont communiquées à la clientèle.